

Fiscalité carbone-énergie et enjeux d'équité

Emmanuel COMBET

CIRED

L'objectif de la transition face aux échecs historiques

La hausse du prix des énergies fossiles est requise

 Quelles marges de manœuvre pour réconcilier cette hausse avec nos priorités socioéconomiques ?

Le choix central : l'usage des recettes

- Affectation directe à la réduction des déficits ?
- Affection directe au financement de la transition ?
- Restitution directe aux ménages / secteurs d'activité ?
- Financement d'une baisse d'impôts existants ?

En mal de consensus (débats français, 2009)

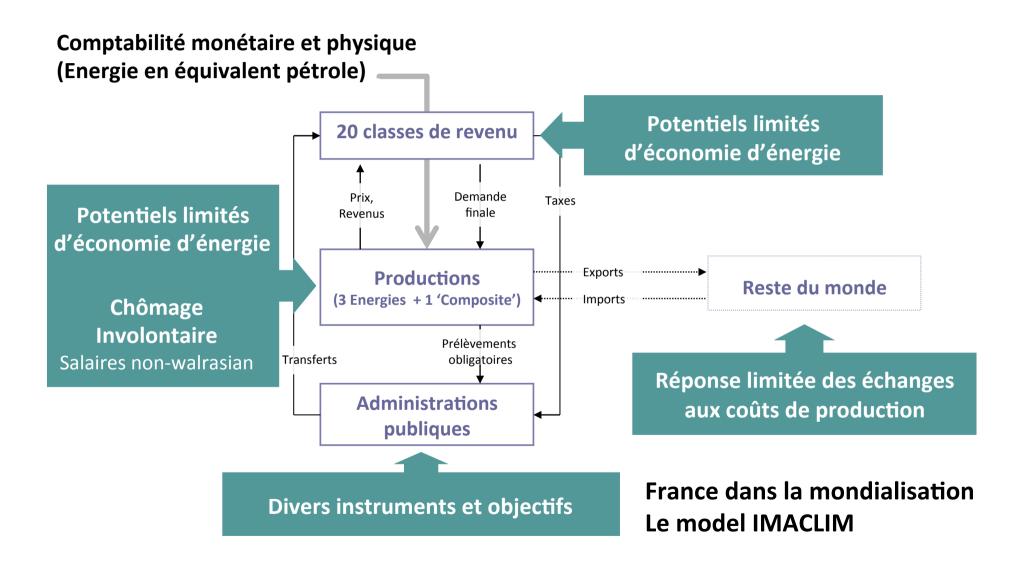
- « Compenser le pouvoir d'achat des ménages! »
 - -> « Chèque vert » exigé par les associations de consommateurs
- « Baisser d'autres impôts pour l'activité et l'emploi! »
 - -> Accords entre les syndicats et le patronat pour négocier
- « La priorité est de réduire les déficits publics ! »
 - -> Dissensions entre Ministères (Ecologie vs. Budget)
- « Une écotaxe doit financer la transition écologique! »
 - -> Associations de protection de l'environnement

Deux principaux écueils : l'équité et la compétitivité

- « Je subordonne la création d'une taxe carbone intérieure à une taxe aux frontières qui protègera notre agriculture et nos industries contre la concurrence déloyale de ceux qui continuent à polluer sans vergogne »

 N. Sarkozy
- « Soulagée, notamment pour toute l'industrie, qui n'aurait pas supporté
 un nouveau handicap de compétitivité »
 L. Parisot (Medef)
- « L'abandon de la taxe carbone, qui était injuste et inefficace,
 est une bonne nouvelle pour les ménages »
 L. Rossignol (PS)
- « Le projet ne sera pas regretté par les écologistes » D. Sonzogni (Verts)

Un modèle comme 'outil de négociation'



Analyse par statique comparative

- Évaluation multicritère des performances de moyen-long terme (15-20 ans) de différents usage des recettes
- Parti-pris : 'pire des cas' pour intégrer l'état des malentendus
 Taxe carbone unilatérale atteignant plusieurs centaines d'€
- On simule des « France-2004 contrefactuelles »

Pour comprendre l'utilité du recyclage des recettes

1. Affectation à la réduction des déficits publics

2. Substitution à des prélèvements sur les salaires

Recycler les recettes : leçons de deux cas polaires

Taxe carbone et	Remboursement de la dette	Baisse des cotisations sociales	
Emissions	-38,5%	-34,1%	
PIB réel	-6,5%	+1,9%	
Emploi	-5,7%	+3,5%	
Pauvreté	+10,1%	-1,1%	
Inégalités	+1,3%	+2,0%	
Endettement public	-92,0%	id.	

De quelle façon atténuer le coût social ?

1. Compensations indirectes

- Baisse d'autres impôts (travail &/ou capital)
- Mieux pour l'activité et l'emploi (« efficacité »)

2. Compensations directes

- Transferts monétaires aux ménages
- Mieux pour la redistribution et le ciblage ('équité')

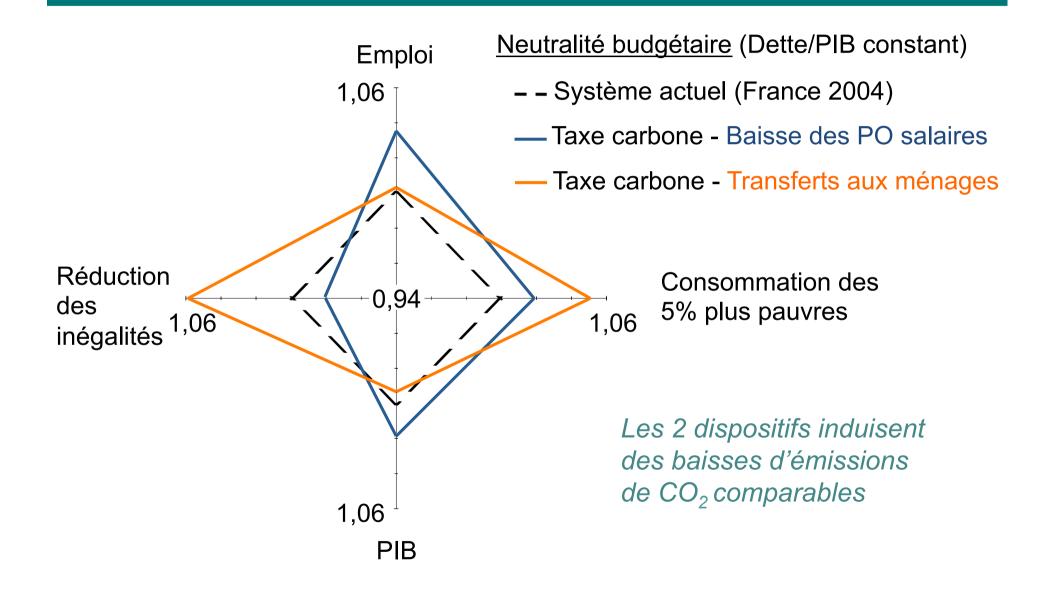
Deux modes de recyclage tranchés

En respectant une même contrainte budgétaires :

1. Substitution à des cotisations sociales

2. Redistribution égalitaire à tous les ménages

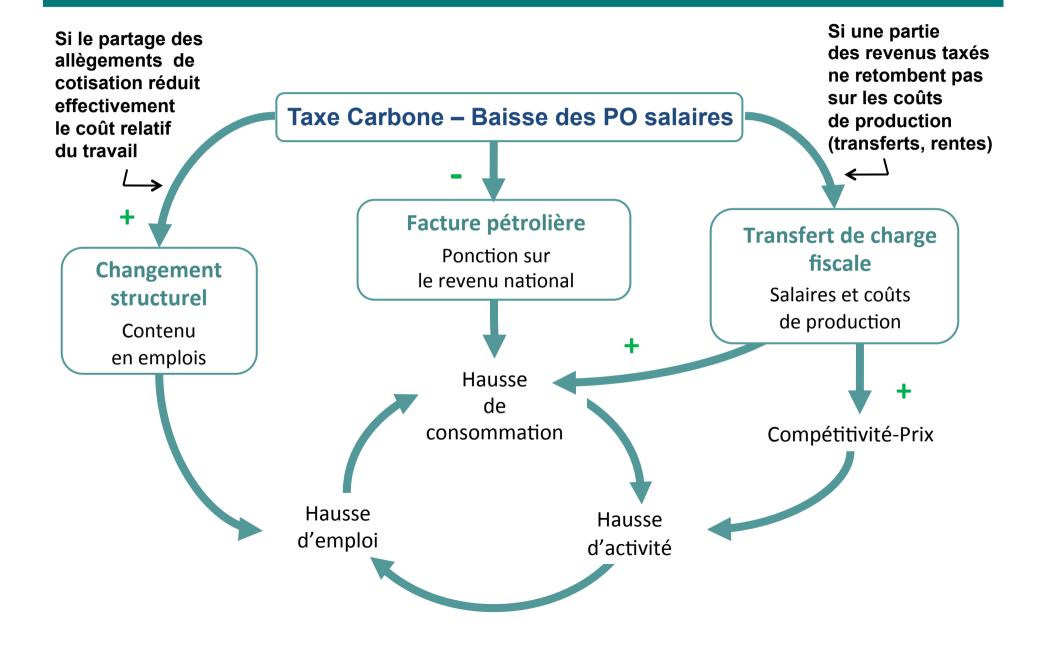
Un arbitrage entre 'équité' et 'efficacité'



Effets contrastés : coûts de production et salaires

Taxe carbone et	Remboursement de la dette	Transferts aux ménages	Baisse des cotisations
Variation prix de production	-0,6%	+3,7%	-1,0%
Variation coûts énergétiques	+1,6%	+1,6%	+1,6%
Variation salaires nets	-1,6%	+0,1%	+1,5%
Variation charges sociales	id.	id.	-3,6%

Un cercle vertueux potentiel



Tests de sensibilité : quel « bon partage » ?

Le 'partage' des allègements dépend de paramètres incertains :

- La réaction des salaires nets
- L'évolution des taux de marges
- La réponse des échanges extérieurs

Pauvreté réduite... mais inégalités accrues

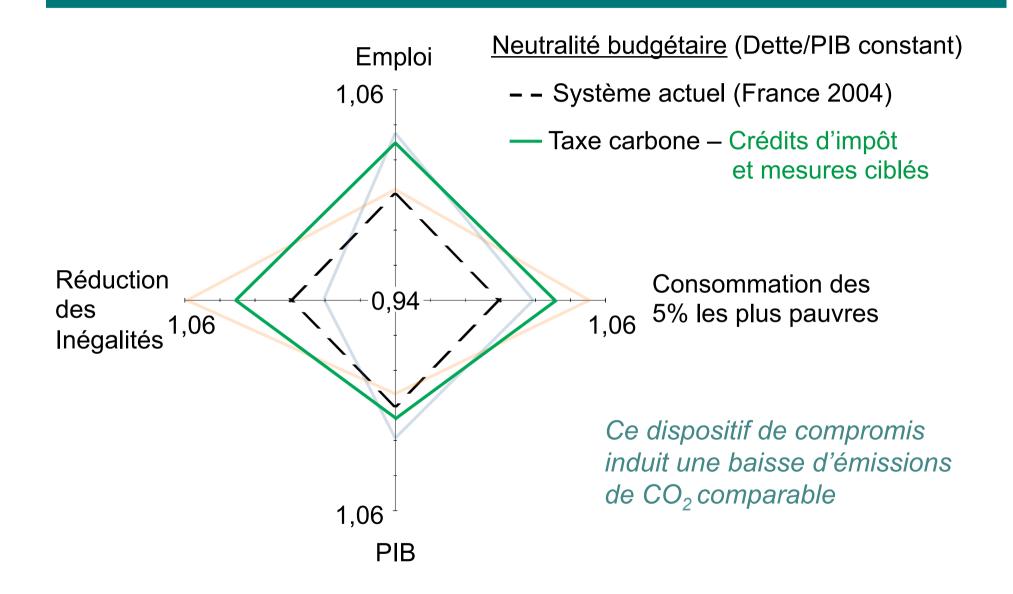
Taxe carbone & Baisse des cotisations	Facture énergétique	Chômage	Revenu disponible	Indice d'inégalité de Gini
5% plus pauvres	+78,3%	-12,2 pts.	+5,4%	+0,3 pts.
5% plus riches	+72,0%	-0,9 pts.	+7,3%	

• Des effets redistributifs indirects non négligeables

Diverses modalités pour un compromis

- Recyclage par restitution : entreprises / ménages
 - Entreprises : ce qu'elles ont acquitté par baisse des cotisations
 - Ménages : ce qu'ils ont acquitté par transfert égalitaire
- Crédit d'impôt (CI) généralisé
 - Transfert forfaitaire couvrant un niveau de 'besoin essentiel' (Trajet domicile-travail + partie de conso E résidentielle)
- Crédit d'impôt & mesures d'accompagnement ciblés
 - Dispositif restraint aux 80% des ménages les moins riches
 - Le reste des recettes permet la baisse des cotisations
 - Le surplus budgétaire finance une hausse de transferts sociaux

Des marges de manœuvre pour un compromis



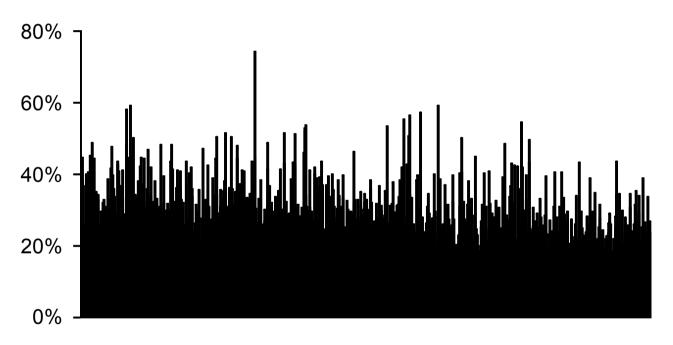
Il est important de cibler les compensations

Taxe carbone, baisse des cotisations et		Compensations non ciblées	Compensations ciblées
Recettes affectées aux compensations		42,8%	24,3%
	Prix de production	+1,3%	+0,3%
	Salaires nets		+5,7%
	PIB réel	+0,6%	+1,2%
	Emploi	+1,9%	+2,7%
	Inégalités (Gini)	-0,3 pts	-0,4 pts

Compensations non ciblées = Recyclage par restitution : entreprises / ménages

Mais l'information manque pour bien cibler

Part de l'énergie dans le budget du ménage



Niveau de vie économique

Source : Budget de famille, 10305 ménages

Diversité de facteurs techniques, géographiques et socioéconomiques

La vulnérabilité énergétique se distingue de la pauvreté

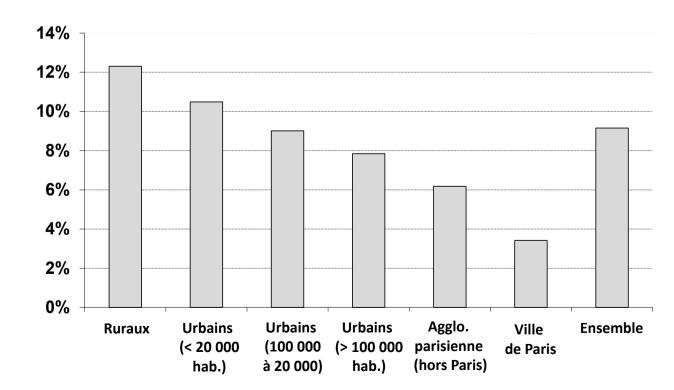
- Ménages urbains, inactifs, fortes contraintes économiques (11%)
- Classes moyennes, urbains, actifs, loyer élevés (21%)
- Retraités, ruraux, très dépendants énergétiquement (21%)
- Etudiants, jeunes actifs, urbains, fortes contraintes éco. (2%)

Sources: Budget des familles 2006

Un exemple : les inégalités territoriales

Compensations ciblées sans différenciation territoriale	Indice d'inégalité de Gini
Selon le niveau de vie	-0,4 pts.
Selon le degré d'urbanisme	+0,8 pts.

Part de l'énergie dans le budget



Poursuite des recherches

- 1. Identification et ciblage des 'plus vulnérables'
- 2. Lien avec la transition énergétique de ces populations
- 3. Interaction avec les autres politiques publiques



Fiscalité carbone-énergie et enjeux d'équité

Emmanuel COMBET

combet@centre-cired.fr

Des compromis efficaces et équitables

